

Journal de 20 heures

Philippe Douste-Blazy : « Ce que l'on voit ici est horrible et terrible. Terrible parce qu'après avoir connu trois mois de génocide exterminant plusieurs centaines de milliers de personnes, il faut échapper au génocide du choléra »

Jean-Claude Narcy, Gauthier Rybinski, Loïck Berrou

TF1, 23 juillet 1994

L'aide tant espérée commence enfin à arriver. À Goma, un avion américain vient d'atterrir avec à son bord 40 tonnes de vivres et matériels.

[Jean-Claude Narcy :] Un peu de baume au cœur pour François Mitterrand : sa cote de popularité est en hausse – comme celle d'ailleurs d'Edouard Balladur –, c'est ce qui ressort du sondage réalisé par l'IFOP pour *Le Journal du dimanche* à paraître demain. Le chef de l'État profite d'une hausse de cinq points, à 51 %. Le Premier ministre, lui, prend huit points : 58 % des Français sont très ou plutôt satisfaits de son action.

Le dossier Rwanda à présent. L'aide tant espérée commence enfin à arriver. Traumatisée par les images diffusées par la télévision, l'opinion internationale se mobilise. À Goma, un avion américain vient d'atterrir avec à son bord 40 tonnes de vivres et matériels, qu'accompagnent d'ailleurs de nombreux médecins. Dans les camps c'est toujours l'horreur : le choléra a déjà fait 7 000 morts en quatre jours ! Certains réfugiés ont même choisi de prendre le chemin du retour au pays. Sur place le reportage de nos envoyés spéciaux, Gauthier Rybinski et Manuel Joachim.

[Gauthier Rybinski :] Cet homme tente de discipliner ses compagnons

d'infortune [on voit un homme avec un bâton à la main en train de discipliner les réfugiés]. Nous sommes à la frontière entre le Zaïre et le Rwanda. Depuis ce matin, quelques centaines de réfugiés tentent d'échapper à une mort certaine. Mais le chemin du retour est lui aussi dangereux.

[Le réfugié évoqué ci-avant : - "Il y a des grenades. Donc on a besoin que on fait évacuer ces grenades". Gauthier Rybinski : - "Il y a beaucoup de gens qui veulent rentrer aujourd'hui?". Le réfugié : - Oui, oui". Un autre réfugié : - "Toute cette foule qui est ici, vous voyez ici, en tout cas, tout le monde veut rentrer!".]

Car pour rentrer au Rwanda, il faut marcher sur ces débris de grenades. Un homme en est mort aujourd'hui [on voit un tapis de grenades qui jonchent le sol]. Mais les autres ? Quand bien même voudraient-ils rentrer qu'ils n'en n'auraient pas la force. Dans les camps autour de Goma, il est parfois difficile de distinguer les morts des vivants [gros plan sur des réfugiés, dont des enfants, à l'agonie].

Et de toute manière, le spectacle répété des corps allongés et agonisants fige les esprits et renforce la peur [on voit des gens allongés au sol, certains sont morts].

[Un réfugié : "On veut retourner dans notre pays. Mais à certaines conditions. La première condition, c'est que la sécurité..., ma sécurité, la sécurité de l'autre population soit assurée. Depuis trois ans, le FPR ne fait que tuer!".]

Un autre réfugié : "Ce que nous ne comprenons pas, c'est que la civilisation occidentale, qui nous parle de ces valeurs de droits de l'Homme, de dignité de la personne humaine, accepte de soutenir les auteurs d'une situation pareille, dramatique".]

Alors le retour des réfugiés, bien sûr, on en parle. Mais pour l'instant cela reste une vision optimiste. Le choléra tue les uns et empêche la plupart des autres d'envisager que le salut se trouve peut-être ailleurs que dans l'assistance humanitaire.

[Jean-Claude Narcy interviewe à présent en duplex de Goma Gauthier Rybinski.]

Jean-Claude Narcy : Gauthier Rybinski, bonsoir. Vous êtes en direct de Goma. Alors comment les réfugiés vont-ils pouvoir rentrer chez eux, alors même que la frontière entre le Zaïre et le Rwanda est toujours fermée ?

Gauthier Rybinski : Alors c'est vrai, elle est fermée depuis six jours, depuis l'afflux massif des réfugiés. Et ceux qui veulent, qui tentent de rentrer au Rwanda le font en passant par des chemins de traverse, en essayant de contourner le poste frontalier. Puisque vous l'avez vu sur ces images, le

chemin, la route principale pour retourner au Rwanda est jonché de débris d'armement et de grenades qui sont parfois non explosés. Alors ce qu'il faut simplement dire, c'est que ce mouvement reste encore très marginal, qu'il doit se confirmer, qu'il doit se poursuivre. Et surtout de concert avec l'aide humanitaire aussi bien ici au Zaïre que de l'autre côté au Rwanda.

Jean-Claude Narcy : Depuis 24 heures on parle d'arrivée massive d'aide humanitaire de France, des États-Unis. Sur le terrain, est-ce que c'est une réalité ?

Gauthier Rybinski : Alors, vous avez raison : on en parle, elle arrive, on l'attend. Mais pour l'instant c'est un petit peu l'Arlésienne. Vous avez mentionné tout à l'heure le..., l'avion américain, le..., le..., le gros-porteur américain qui a acheminé à peu près 40 tonnes de vivres. Le ministre français, euh, délégué à la Santé, Monsieur Douste-Blazy, est arrivé lui aussi avec, euh..., avec, euh, des avions contenant, euh, essentiellement des stations de pompage et d'épuration des eaux. Mais il faut que tout ça se mette en place. Et pour l'instant les relais, c'est-à-dire le personnel qualifié sur le terrain n'est pas assez nombreux, n'est pas assez présent. Et tout cela doit se faire dans les jours qui viennent. Mais vous le disiez tout à l'heure, l'urgence est là : 7 000 morts, euh..., du choléra depuis trois jours.

Jean-Claude Narcy : Alors on dit que les ex-Forces armées rwandaises sont en voie de reconstitution au Zaïre afin de reprendre le pouvoir au..., au FPR. Qu'en est-il exactement ?

Gauthier Rybinski : Alors écoutez, dire qu'elles sont en voie de reconstitution, c'est peut-être un grand mot. Ce qui est certain, c'est qu'un certain nombre des éléments des Forces armées rwandaises sont passées au Zaïre lors de cet afflux massif de réfugiés. Que toutes n'ont pas été désarmées, comme on l'a dit, par les..., les gardes-frontières et l'armée zaïroise. Et que ces forces rwandaises déambulent souvent, sur la route, au milieu des camps de réfugiés, qu'elle essaient de..., de..., de..., de remotiver un certain nombre de personnes. Elles jurent qu'elles vont reprendre le combat. Tout cela est un peu confus. Ce qui est certain, c'est que, ici, un certain nombre de gens, de personnes des organisations mili..., euh..., humanitaires, et même parfois des officiers de l'armée française, disent qu'il ne faut surtout pas laisser ces éléments incontrôlés, qu'il faut leur donner à manger, les nourrir, pour – passez-moi l'expression – "calmer les loups avant qu'ils ne montrent les dents", avant qu'il n'y ait des incidents, par exemple avec l'armée zaïroise, qui bien évidemment ne voit pas d'un très bon œil ces éléments incontrôlés déambuler sur les routes de Goma.

Jean-Claude Narcy : Gauthier, euh, vous restez avec nous. On vous retrouve dans quelques instants.

Pour ce qui concerne... l'aide promise, outre les vivres américaines, la Commission européenne a débloqué 23 milliards de dollars pour envoyer du matériel de première urgence et 17 000 tonnes de céréales. Reste le problème de la logistique pour acheminer l'aide jusqu'aux camps. L'aéroport de Goma est passé d'une dizaine de mouvements quotidiens à une centaine. Et puis la piste est saturée et on manque de camions. Loïck Berrou.

[Loïck Berrou :] [On voit un humanitaire, Kevin Noone, porter dans ses bras un enfant mort puis on l'entend crier : "Come on !"] Cri de rage d'un employé d'une organisation humanitaire irlandaise : il manque de main d'œuvre pour évacuer les cadavres du camp de Munigi.

[Kevin Noone, "Organisation humanitaire irlandaise" : "Dès qu'on s'arrête cinq minutes, les cadavres s'entassent à nouveau. On n'y arrivera jamais. Mais il faut le faire [il se met à pleurer]. C'est dur, c'est incroyable".]

Quelques mètres plus loin, un Médecin sans frontières entame un décompte morbide [on voit une femme en train de compter les cadavres parmi les réfugiés : "three, four, five..."]. Celui-là est encore vivant. Nous sommes ici à un bout de la chaîne humanitaire : celui de la mort et du désespoir [on voit une personne à l'agonie, recroquevillée sur la route ; un autre plan montre un homme en train de porter le cadavre d'un enfant]. L'autre bout, sept à huit kilomètres seulement de là : l'aéroport de Goma. 18 avions s'y sont posés aujourd'hui, amenant près de 400 tonnes de fret. Mais 400 tonnes c'est insuffisant, surtout quand il faut ajouter au riz et à la farine le Ringer, le sel de réhydratation, et les pompes indispensables à la lutte contre le choléra.

L'aéroport est saturé à chaque fois que l'un de ces énormes Antonov s'y pose. Il faut trois heures de travail pour refaire le tarmac. Ce sont les soldats du génie de l'air français qui s'en chargent. Ils doivent aussi faire la police aux abords de la piste. Beaucoup d'avions sont encore déchargés à la main. Et il faut pour finir subir le racket des autorités zairoises : 10 000 francs par atterrissage.

Une équipe d'ingénieurs américains est venue cet après-midi prêter main forte aux Français. Ils ont l'enthousiasme des débutants.

[Major Guy Shields, "Unité du Génie, Armée américaine" : "On a vu les images à la télé. Elles sont assez claires. On a tout de suite compris l'urgence et on a passé la nuit dans l'avion".]

En aval de l'aéroport, la tâche est encore plus immense : entre les routes bondées et les pillages, il faut trois jours aux très rares camions disponibles

pour atteindre les camps les plus éloignés. Mais la faim menace moins que le choléra [gros plan sur un vieillard qui n'arrive pas à boire l'eau qu'on lui donne] : la priorité absolue est la mise en place d'un réseau d'assainissement de l'eau. Il faudrait des centaines de camions-citernes pour l'acheminer [on voit des soldats français en train de distribuer de l'eau aux réfugiés]. Le Haut-Commissariat aux réfugiés, aujourd'hui, en a quatre en état de marche.

[Jean-Claude Narcy :] À la demande d'Edouard Balladur, le ministre français délégué à la Santé, Philippe Douste-Blazy, est arrivé donc ce matin à Goma pour une visite de 48 heures consacrée à l'évaluation des besoins médicaux et sanitaires. Philippe Douste-Blazy est accompagné de spécialistes des questions sanitaires. Mais il a aussi apporté avec lui des médicaments, une unité de pompage et de purification de l'eau capable d'assurer pendant un mois la distribution de l'eau à un million de réfugiés. Et il vient d'accorder il y a quelques instants une interview à Gauthier Rybinski.

[Philippe Douste-Blazy, sur le tarmac de l'aéroport de Goma : Ce..., ce que l'on voit ici est, euh, horrible et..., et terrible. Terrible parce que..., après avoir connu trois années de guerre civile, après avoir connu trois mois de génocide exterminant plusieurs centaines de milliers de personnes, la population rwandaise subit une..., une marée humaine, un exode extraordinaire où plusieurs dizaines de milliers de..., de personnes passent cette frontière zaïroise – entre le Zaïre et le Rwanda – par heure ! Et je dois dire que c'est absolument, euh, terrible parce qu'après ce génocide, qu'on peut... dire génocide des kalachnikovs ou des machettes, il faut échapper au génocide du choléra, des épidémies de choléra, des dysenteries, des méningites. [Plan de coupe] On sait aujourd'hui qu'il faut cinq millions de litres d'eau par jour, alors qu'on ne peut en distribuer que 200 000. On sait qu'il faut... 500 tonnes de nourriture par jour, alors que y en a que 200 qui arrivent. Donc c'est proprement inadmissible. Moi j'ai..., j'ai appelé les ministres européens avant de partir pour leur dire ce que m'avait demandé le Premier ministre. Je crois qu'il faut qu'il y ait une grande solidarité. Vous savez, la raison, euh, humaniste ne triomphera de cette folie humaine que si nous sommes tous mobilisés. Si on ne veut pas que ces camps de réfugiés se transforment en camps de la mort – totalement en camps de la mort –, il faut réagir. C'est vraiment un appel.

Gauthier Rybinski : Vous avez dit que la France – et c'est à son honneur – a voulu arrêter le premier génocide et maintenant ce second génocide. Est-ce qu'à votre avis, ce n'est pas par volonté de se racheter un petit peu ? Puisqu'on a dit que la France avait eu une attitude plutôt douteuse, euh,

vis-à-vis du..., du précédent gouvernement rwandais, celui de Monsieur Habyarimana.

Philippe Douste-Blazy : Ceux qui emploient des sarcasmes vis-à-vis de la France devraient comprendre leur propre passivité. Aujourd'hui, euh, la France a été le seul pays à relever la tête face à cette catastrophe humanitaire sans précédent. Demain, la France jouera son rôle dans le cadre d'une communauté internationale solidaire, dans le cadre bien sûr d'une grande action humanitaire. [Plan de coupe] J'ai fait une route à deux heures d'intervalle. Quand je suis revenu au bout de deux heures, il y avait peut-être 500 cadavres de plus. Je crois que c'est quelque chose d'absolument horrible. On ne peut pas laisser cela. Il faut que les autres viennent, la France ne peut pas rester seule. C'est impossible.]

[Jean-Claude Narcy :] Et le gouvernement allemand vient de mettre deux avions de transport Transall à la disposition du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. L'Allemagne va aussi fournir une vingtaine de productions d'eau potable.

De son côté, Niki Lauda, l'ancien champion du monde de Formule 1 met gratuitement à la disposition de l'action humanitaire un Boeing de sa compagnie "Lauda air".

[**Jean-Claude Narcy interviewe à présent Marc Gentilini, en duplex de Goma.**]

Jean-Claude Narcy : Nous allons rejoindre Goma avec le professeur Gentilini. Professeur bonsoir.

Marc Gentilini : Bonsoir.

Jean-Claude Narcy : Vous êtes à la Pitié-Salpêtrière à Paris le chef du service des maladies infectieuses et tropicales. Vous êtes arrivé ce matin, donc, euh, avec Philippe Douste-Blazy. Hier, le docteur Florence Parent qui était en direct dans ce journal évoquait le traitement cas par cas des victimes du choléra. Après ce que vous venez de voir, comment peut-on enrayer une épidémie qui touche quelque 100 000 personnes ?

Marc Gentilini, "Chef Service Maladies Infectieuses et Tropicales, Pitié-Salpêtrière, Paris" : On ne peut pas l'enrayer par, euh, des médicaments. Encore moins par des vaccins. C'est trop tard. Il faut l'enrayer par, euh..., le contrôle de l'eau et par, euh, l'apport nutritionnel de la population. Ce sont les deux conditions majeures qui permettront de maîtriser la diffusion du vibron cholérique qui est à l'origine de cette épidémie très probablement.

Jean-Claude Narcy : Professeur, vous avez vécu, euh..., vous vous en

souvenez, le drame du Biafra dans les années 60-70. Est-ce qu'il n'y pas le risque de voir comme au Biafra un million de morts par épidémie ou malnutrition ?

Marc Gentilini : Tous les risques sont à envisager, c'est une situation atroce. Les images qui ont été montrées, elles le prouvent. Mais c'est surtout une situation absurde. Et il est absurde que la France soit seule présente. Et il est absurde qu'on ait tant tardé à apporter les moyens du contrôle de l'état sanitaire de ces populations qui fuient, dont on savait qu'elles devraient fuir et qu'on recueille maintenant dans des camps qui ne sont pas préparés.

Jean-Claude Narcy : Toute de même, du matériel arrive de France, d'Allemagne, des États-Unis. Est-ce que ce sera suffisant ?

Marc Gentilini : Euh..., je pense que si le..., l'Europe, au moins, et les États-Unis aussi se mobilisent, il y a tout lieu d'espérer une maîtrise de la situation. Mais il faut faire vite et il faut faire fort.

Jean-Claude Narcy : Alors, nous..., nous venons de voir dans un reportage certains réfugiés rentrer chez eux ! Euh..., certains réfugiés sont déjà touchés par la maladie. Alors est-ce qu'ils ne risquent pas de propager, en rentrant chez eux, cette maladie ?

Marc Gentilini : C'est le risque de tous les mouvements de populations. Il y a diffusion des virus, diffusion des bactéries. Ce qui est vrai pour le vibrion cholérique l'est évidemment aussi, dans tous ces mouvements de populations, pour le virus du SIDA. Et il est certain que la situation, qui était déjà catastrophique au Rwanda pour cette affection, va s'en trouver renforcer par, euh, toutes ces migrations qui peuvent infecter, répandre, disperser les virus et les bactéries.

Jean-Claude Narcy : Professeur Gentilini, merci.

Voilà donc pour le dossier Rwanda tel qu'on peut le traiter aujourd'hui.